

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin
ud22.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Plerin, le 29 janvier 2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2025

Contexte et constats

publié sur  **GÉORISQUES**

IMERYS GLOMEL

Hameau de Guerphalès
22110 Glomel

Références : 2026-058
Code AIOT : 0005502171

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement IMERYS GLOMEL implanté Hameau de Guerphalès 22110 Glomel.

L'inspection réalisée le 14/10/2025 entraine dans le cadre d'une inspection périodique annuelle, et avait pour objectif principal de contrôler les installations de combustion (action nationale 2025).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS GLOMEL
- Hameau de Guerphalès 22110 Glomel
- Code AIOT : 0005502171 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société IMERYS GLOMEL est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert d'andalousite par arrêté préfectoral du 20 juin 2024.

Thèmes de l'inspection : AN25 Combustion

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Limitation des envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 20/06/2024, article 3.1.1.	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
4	Surveillance des piézomètres	Arrêté Préfectoral du 20/06/2024, article 4.4.2.	Demande d'action corrective	3 Mois
5	Fréquences et modalités de l'auto-surveillance	Arrêté Préfectoral du 20/06/2024, article 4.4.6.	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	6 Mois
11	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.1	Demande d'action corrective	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/06/2024, article 2.4.	
3	Réseau de surveillance	Arrêté Préfectoral du 20/06/2024, article 4.4.1.	
6	Situation administrative	Code de l'environnement du 21/07/2021, article Rubrique 3110 (Rubrique créée par le Décret n° 2013-375 du 2 mai 2013) Rubrique 2910 (Rubrique modifiée par les décrets n° 2006-678 du 8 juin 2006, n° 2010-419 du 28 avril 2010, n° 2010-875	
7	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116	
8	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.2	
9	Système de traitement des gaz de combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.2	
10	Système de traitement des gaz de combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.3	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Les prescriptions contrôlées sur les installations de combustion n'ont pas mis en évidence de non conformité.

Cependant, l'Inspection met en évidence des points de vigilance concernant les envols de poussières, l'analyse de la surveillance des eaux souterraines et le respect d'un paramètre suivi pour un appareil de combustion.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2024, article 2.4.

Thème(s) : Risques chroniques Suivi annuel d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir et tenir à jour un plan de l'exploitation à une échelle adaptée à la superficie sur un fond cadastral. Sur ce plan sont reportés :


- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire,
- les bords des fouilles et verses : fosse 1, fosse 2, fosse 3, fosse 4, Verse de Kerroué et Verse Ouest,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (niveau des banquettes, du fond des fouilles, du sommet de la verse, ...),
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- les zones de stockage de déchets : fosse 1, fosse 2, verse de Kerroué, verse Ouest, SABES et ancienne digue,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection,
- le réseau de circulation des effluents (eaux pluviales, eaux de procédés,...).

Les surfaces des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.


Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'environnement, de l'Aménagement et du Logement - Unité Départementale des Côtes d'Armor. De plus, un plan de principe présentant le projet de progression de l'exploitation pour les douze mois suivant est joint. Un exemplaire de ces plans et annexes est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant fournit le plan topographique d'exploitation mis à jour suivant les zones de la carrière entre juillet et octobre 2025.

Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	

N° 2 : Limitation des envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2024, article 3.1.1.		
Thème(s) :Risques chroniques Limitation des envols de poussières		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l’exploitant pour que l’installation ne soit pas à l’origine de poussières susceptibles d’incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d’inactivité.</p> <p>L’exploitant doit prendre les dispositions suivantes nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none">la création de merlons végétalisés et de haies périphériques au pied de la verse Ouest et autour de la Fosse 4 dès la première phase quinquennale d’exploitation ;le décapage des terrains limité à la phase en cours au fur et à mesure de l'avancée de l'extraction ;la réduction progressive de la surface minérale des verses par re-végétalisation ;l’entretien et l’arrosage régulier des pistes autant que de besoin de manière à réduire au strict minimum les envols de poussières à l’extérieur du site. L’exploitant met en place les dispositifs de contrôle de l'arrosage en adéquation avec l’activité et le contexte climatique ;le bâchage des camions avant la sortie du site, lorsque le matériau transporté est sujet à envol de poussières ;la limitation de la vitesse à 20 km/h sur la zone « usine » et 30 km/h en carrière.		
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant a créé les merlons et haies périphériques au pied de la Verse Ouest, entretient et arrose les pistes, limite la vitesse sur le périmètre carrière.</p> <p>Au niveau de la verse du Sabès, il a été constaté des envols de poussières, l'exploitant précise que le système de réduction des envols testé n'a pas été concluant en raison de problèmes techniques.</p>		
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions pour limiter les envols de poussières sur cette verse à stériles, et doit transmettre un document présentant les mesures correctives mises en place et un plan d'action visant à réduire ces envols.</p>		
<p>Respect de la prescription : </p>		
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>		
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant</p>		
<p>Proposition de délais : 3 Mois</p>		

N° 3 : Réseau de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2024, article 4.4.1.

Thème(s) : Risques chroniques Réseau de surveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit assurer la surveillance des eaux souterraines au niveau des piézomètres et ouvrages suivants (carte de localisation en annexes) : piézomètres PSA, KJ2, MO1, RO1, RO2, RO3, RO4, RO5, RO6, PZA, PZB, PZC, Min1, Min2, puits de Guermeur et de Kerzioc'h, PZ2_F4, PZ3_F4 et PF4.

Au besoin, cette liste pourra être étendue en cas d'assèchement ou de baisse manifeste de production de ces ouvrages.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant fournit l'auto-surveillance des eaux souterraines par le suivi des piézomètres et puits prévus dans l'arrêté d'autorisation.

Le suivi est assuré du côté quantitatif (cote piézométrique) et qualitatif (pH et métaux).

L'exploitant précise que les analyses sont réalisées au laboratoire en interne et à Labocéa.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : Surveillance des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2024, article 4.4.2.

Thème(s) : Risques chroniques Surveillance des piézomètres

Prescription contrôlée :

Les ouvrages sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté que certains piézomètres ne sont pas identifiés et d'autres ne disposent pas de système de fermeture cadénassée ou disposent de système en mauvais état.

Par ailleurs, il a été constaté que les abords des ouvrages sont entretenus, disposent d'une dalle de propreté et permettent la gestion des écoulements d'eaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place une identification de l'ensemble des ouvrages de surveillance des eaux souterraines et assurer un système de fermeture cadénassée sur ces mêmes ouvrages.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 5 : Fréquences et modalités de l'auto-surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2024, article 4.4.6.

Thème(s) : Risques chroniques Fréquences et modalités de l'auto-surveillance

Prescription contrôlée :

Le niveau des eaux souterraines est mesuré mensuellement pendant la phase d'exploitation.

Les prélèvements d'échantillons doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.

Pour chaque piézomètre ou ouvrage, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

Sur l'ensemble de ces ouvrages et piézomètres, il doit être procédé à une analyse mensuelle portant sur les paramètres suivants : pH, conductivité, Sulfates, Fer total, Aluminium total, Manganèse total, Nickel.

Annuellement, un contrôle de recalage est réalisé par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'Inspection des Installations Classées pour les paramètres considérés.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré, constaté par l'exploitant ou l'Inspection des Installations Classées, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, l'exploitant, en informe sans délai le Préfet et l'Inspection des Installations Classées, analyse le dépassement et met en place un plan d'action et de surveillance renforcée.

Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant toute la durée de l'exploitation, et tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant fournit l'auto-surveillance des eaux souterraines par le suivi des piézomètres et puits prévus dans l'arrêté d'autorisation.

L'ensemble des paramètres prévus est suivi mensuellement et reporté dans un registre.

L'exploitant précise qu'un contrôle de recalage est réalisé annuellement mais le rapport n'a pas été fourni.

Concernant l'évolution des paramètres suivis, l'auto-surveillance montre des variations de résultats d'analyses pour le Fer, le Manganèse et le Nickel et des pH faibles pour plusieurs piézomètres. Le bilan environnemental rédigé par l'exploitant ne fournit pas d'analyse complète et de plan d'action.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le rapport de recalage réalisé par un organisme extérieur.

L'exploitant pourrait intégrer le suivi des paramètres Cobalt et Zinc dans l'auto-surveillance des eaux souterraines, et confirmer la pertinence de la surveillance de ces deux paramètres.

L'exploitant doit réaliser un bilan quadriennal portant sur l'évolution des paramètres suivis dans les eaux souterraines. Ce bilan doit être mis en corrélation avec les résultats de l'étude hydrogéologique en cours portant sur les piézomètres.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 Mois

N° 6 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/07/2021, article Rubrique 3110 (Rubrique créée par le Décret n° 2013-375 du 2 mai 2013) Rubrique 2910 (Rubrique modifiée par les décrets n° 2006-678 du 8 juin 2006, n° 2010-419 du 28 avril 2010, n° 2010-875

Thème(s) : Actions nationales 2025 Classement ICPE

Prescription contrôlée :

3110. Combustion

Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW (A-3)

2910. Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931

Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes

A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :

1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E)

2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)

B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse :

1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW (E)

2. Des combustibles différents de ceux visés au point 1 ci-dessus, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 0,1 MW, mais inférieure à 50 MW (A -3)

La puissance thermique nominale totale correspond à la somme des puissances thermiques des appareils de combustion pouvant fonctionner simultanément. Ces puissances sont fixées et garanties par le constructeur, exprimées en pouvoir calorifique inférieur et susceptibles d'être consommées en marche continue.

On entend par « biomasse », au sens de la rubrique 2910 :

a) Les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique ;

b) Les déchets ci-après :

i) Déchets végétaux agricoles et forestiers ;

ii) Déchets végétaux provenant du secteur industriel de la transformation alimentaire, si la chaleur produite est valorisée ;

iii) Déchets végétaux fibreux issus de la production de pâte vierge et de la production de papier à partir de pâte, s'ils sont coïncinérés sur le lieu de production et si la chaleur produite est valorisée ;

iv) Déchets de liège ;

v) Déchets de bois, à l'exception des déchets de bois susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement tels que les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition.

(*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté 4 installations de combustion pour une puissance totale de 16.41 MW dont le sécheur usine B de 5.1 MW, le sécheur usine C de 7 MW, le calcinateur de 2.25 MW et le sécheur traitement électromagnétique de 1.75 MW.

L'installation est classée sous la rubrique 2910-A-2 en déclaration.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 7 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 et R. 515-116

Thème(s) : Actions nationales 2025 Recensement installations MCP

Prescription contrôlée :

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;

- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;

- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;

- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;

- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;

[...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant a déclaré son installation dans le registre MCP, les données enregistrées correspondent aux appareils présents sur site.


Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 8 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.2	
Thème(s) : Actions nationales 2025 Contrôle du type combustible pour classement 2910-A	
Prescription contrôlée : Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...] Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion. L'exploitant tient à jour un relevé du type et des quantités de combustible utilisé dans l'installation.	
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant précise que le combustible utilisé par l'ensemble des appareils de combustion est le gaz naturel. Le contrôle de la température des appareils est réalisé par la variation du débit du gaz.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 9 : Système de traitement des gaz de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.2	
Thème(s) : Actions nationales 2025 Système de traitement des gaz de combustion	
Prescription contrôlée : Lorsque l'installation met en œuvre un dispositif de traitement des gaz de combustion pour respecter les VLE fixées dans cet arrêté, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.	
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant assure un suivi interne des appareils par la GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur).	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 10 : Système de traitement des gaz de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.3

Thème(s) : Actions nationales 2025 Entretien des installations

Prescription contrôlée :

Le réglage et l'entretien de l'installation se feront soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénient pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant précise que le suivi interne de l'entretien des appareils de combustion est réalisé par GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur). Le suivi est présenté, et l'exploitant indique que le suivi des filtres à manches est effectué 1 fois par an.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 11 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.1

Thème(s) : Actions nationales 2025 Mesure périodique des rejets dans l'air

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés au point 6.2.5, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.

Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 6.2.5 est effectuée, au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW.

Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet de mesures périodiques. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence de ces produits dans l'installation.

Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation.

Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.

Constats :

L'exploitant fournit les rapports de mesures périodiques pour les appareils de combustion.

Pour le sécheur Usine B, les rapports de septembre 2024 et juin 2025 concluent au respect des paramètres suivis.

Pour le sécheur Usine C, les rapports de février 2022 et juin 2025 concluent au respect des paramètres suivis.

Pour le calcinateur, les rapports de juin 2025 et septembre 2025 concluent au non-respect de la valeur limite pour le paramètre poussières.

Pour le sécheur TFE, les rapports de avril 2023 et septembre 2025 concluent au respect des paramètres suivis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit prévoir des mesures correctives afin de respecter la valeur limite d'émission pour le paramètre poussières sur le calcinateur et le vérifier par de nouvelles mesures.

Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 3 Mois